

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41000 BLOIS CEDEX

BLOIS, le 26/04/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIE FALUNS DE CONTRES

Château Gabillon
41700 Le Controis-en-Sologne

Références : 20240121
Code AIOT : 0010003275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement GIE FALUNS DE CONTRES implanté Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE FALUNS DE CONTRES
- Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne
- Code AIOT : 0010003275 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) les Faluns de Contres est située au lieu-dit "Château Gabillon, sur le territoire de la commune du Controis en Sologne (41).

Les matériaux exploités sont des faluns (sables marins fossilifères).

La production maximale autorisée est de 100 000 Tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 55 000 Tonnes.

Un salarié est employé sur la carrière.

Les produits de sortie sont majoritairement utilisés pour la réalisation de réseaux (télécom, eau, électricité), mais également,

en moindre mesure, pour la réalisation de carrières équestres ou de travaux chez des particuliers.

Le site accueille des déchets inertes extérieurs pour le remblai de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 22/04/2021
- Exploitation du site
- traçabilité déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.1	Demande d'action corrective	60 Jours
2	Bord d'excavation et distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.5	Mise en demeure, respect de prescription	60 Jours
3	Sécurité concernant le gazoduc	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.5	Demande d'action corrective	60 Jours
4	rapport d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	60 Jours
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.2.2	Demande d'action corrective	60 Jours
6	phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4	Mise en demeure, dépôt de dossier	150 Jours
7	carreau de la carrière	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	60 Jours
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.6.2 et 1.6.5	Demande d'action corrective	60 Jours
9	Equipements non utilisés	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.7.3	Demande d'action corrective	150 Jours
10	Affichage zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 7.3.1.2	Demande d'action corrective	60 Jours
11	Mesures de bruits	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.6.1	Demande d'action corrective	60 Jours
12	Déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours
13	Gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1	Demande d'action corrective	60 Jours
14	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours

15	Remblayage : suivi	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours
16	Remblayage / déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours
17	remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III	Mise en demeure, déchets	60 Jours
18	acceptation préalable des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2.2	Mise en demeure, déchets	60 Jours
19	déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.2	Demande d'action corrective	60 Jours
21	autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	60 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
20	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative - plan annuel de suivi d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ,- Les bords de fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement des fronts,- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Historique :R1 de la VI du 22/04/2021 : Il est fait remarquer à l'exploitant, que le plan annuel d'exploitation devra en particulier, faire apparaître les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs de la carrière.</p> <p>L'exploitant fournit un plan orienté, daté du 08/03/2024 présentant la situation de la carrière fin 2023 . Ce plan présente :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites d'exploitation sur une partie du périmètre autorisé, les abords dans un rayon de 50 m, l'identification d'une partie des parcelles cadastrales, ainsi qu'une partie des bornes ;- les bords de fouille;- les espaces en cours d'exploitation, en cours de remblai et remblayées ;- l'emplacement du matériel d'exploitation (crible) ;- le merlon et la partie en cours de réalisation, composé des déchets d'extraction;- l'emplacement des piézomètres,- le positionnement des fronts;- la position présumée de la canalisation de gaz. <p>Le plan ne présente pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble des bornes ;- la lisibilité de l'ensemble des parcelles cadastrales du périmètre autorisé;- une légende complète des éléments présentés;- les surfaces défrichées et ou décapées ne sont pas identifiées;- les stocks de matériaux de remblai;- les courbes de niveau.Par ailleurs, la légende du plan manque de précision et ne présente pas l'ensemble des éléments dessinés sur le plan. <p>Constat : Le plan d'exploitation est incomplet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 Jours


N° 2 : Bord d'excavation et distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels - Respect des distances
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.[...]
Constats : Le plan d'exploitation transmis ne fait pas apparaître la limite du périmètre autorisé sur toute sa longueur, ni la bande des 10 m des limites du périmètre autorisé. L'exploitant indique que la limite du périmètre autorisée n'est pas correctement dessinée ni complète sur la partie nord / nord-est du site. Sur le plan fourni, l'inspection constate que la zone en cours d'exploitation dépasse du périmètre de l'autorisation au nord-est de la phase 2 initialement autorisée. Au vu du plan de l'autorisation, l'exploitant n'a pas respecté la bande des 10 m. Par ailleurs, l'exploitant devra justifier qu'il ne sort pas de la zone autorisée. Constat : Le positionnement des fronts de la zone actuellement exploitée, tel que présenté sur le plan, est situé en dehors de la zone autorisée. De plus, l'exploitant n'a pas respecté la bande des 10 m.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 Jours


N° 3 : Sécurité concernant le gazoduc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels - Points de sécurité à respecter
Prescription contrôlée : En ce qui concerne le gazoduc [...] L'exploitant respecte les points suivants : - matérialiser une servitude à 16m de part et d'autre de la canalisation GRTgaz, par un merlon. Cette délimitation est aménagée au fur et à mesure de l'exploitation de l'extension de la carrière. [...]
Constats : Le plan transmis fait apparaître l'emplacement présumé de la canalisation GRT gaz. Mais il ne fait pas clairement apparaître la servitude de 16 m de part et d'autre de la canalisation GRT gaz. Sur site, des panneaux sont disposés pour repérer le linéaire du gazoduc. Un merlon est présent le long de la carrière exploitée à au moins 16 m du linéaire matérialisé par les panneaux GDF. Aucune délimitation claire n'est matérialisée de l'autre côté du gazoduc. Mais l'accès est restreint sur une partie du linéaire par la végétation et une excavation d'une ancienne carrière. Par ailleurs, il est constaté que des panneaux métalliques ont été apposés sur une partie du linéaire mais il n'en reste qu'un, détérioré et en mauvais état. L'exploitant indique que des personnes viennent déposer illégalement des déchets sur cette zone cachée, et ont probablement retiré les panneaux GDF car il s'agit de panneaux métalliques. Il précise que la commune prend en charge le nettoyage de cet espace après les dépôts sauvages répétés. Lors de la visite, l'inspection constate la présence de nombreux déchets éparpillés sur l'espace enherbé réservé au passage du gazoduc (pneus, divers plastiques, ...). Constat : La matérialisation de la servitude de 16 m de part et d'autre de la canalisation GRTgaz devra être rétablie et visible sur le plan d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 Jours


N° 4 : rapport d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative - Surfaces
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Historique : NC 1 de niveau 2 de la VI du 22/04/2021 (NC reconduite de la VI du 16/11/2018): Les surfaces S1, S2 et S3 réelles ne sont pas consignées dans une annexe au dernier plan d'exploitation de la carrière (ou sur le plan lui-même), ce qui ne permet pas de vérifier si le montant cautionné des garanties financières est suffisant.</p> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 réelles ne sont pas consignées dans une annexe au dernier plan d'exploitation de la carrière (ou sur le plan lui-même). Dans ce cadre, aucune analyse des écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation n'est réalisée. L'exploitant ne transmet pas de rapport annuel présentant les éléments de suivi de l'exploitation du site. L'absence de ces éléments ne permet pas de vérifier si le montant des garanties financières prévu dans l'acte de cautionnement est suffisant.</p> <p>La NC 1 de la visite d'inspection du 22/04/2021 est reconduite.</p> <p>Constat : Les surfaces S1, S2 et S3 réelles ne sont pas consignées sur le plan d'exploitation ou son annexe. L'exploitant ne transmet pas de rapport annuel avec l'ensemble des éléments.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 Jours


N° 5 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative - Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">-des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le plan transmis représente des bornes, mais pas l'ensemble des bornes nécessaires à l'établissement du périmètre de l'autorisation sur site. Sur site, la recherche des bornes indiquées sur le plan a été infructueuse. Les bornes sont absentes ou non visibles. A la lecture du relevé topographique réalisé et transmis, l'inspection relève que plusieurs points d'altimétrie sont inférieurs à la côte minimale de 104 m NGF. Ce point est repris au point de contrôle n°7. L'exploitant prévoit de faire poser des bornes de nivellement afin d'éviter de reproduire des extractions trop profondes. Constat : Les bornes délimitant le périmètre de l'autorisation ne sont pas visibles. Des bornes de nivellement sont nécessaires pour maintenir l'extraction à un niveau autorisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 Jours


N° 6 : phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4
Thème(s) : Situation administrative - Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et au plan de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : A la lecture du plan transmis à l'inspection, l'exploitant a partiellement remblayé la zone prévue en phase 1 de l'exploitation, et est en cours de remblai sur une partie de cette même zone, conformément à son arrêté. La zone d'extraction est située dans les zones prévues en années 2, 3, 4. L'exploitation devrait avoir débuté dans la zone de la phase 6, correspondant à la 6ème année d'exploitation. Constat : Le phasage de la carrière n'est pas respecté.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 150 Jours

N° 7 : carreau de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques - Extraction
Prescription contrôlée : [...] Le carreau de la carrière a pour côte minimale 104 m NGF. [...]
Constats : A la lecture du plan transmis à l'inspection, de nombreux points de relevés d'altimétrie sont situés en dessous de la côte autorisée à 104 m NGF. L'extraction réalisée dans la zone en activité, jouxtant la zone en cours de remblai, située au sud du site, est en dessous de la côte autorisée. Le plan présente un point dont la cote est de 99,94 m NGF et plusieurs points situés entre 100 et 101 m NGF. Ces points, situés au niveau de la phase 1 d'exploitation, sont indiqués dans la zone exploitée, au lieu-dit les Varennes. Lors de la visite sur la carrière, l'inspection constate que cette partie creusée en dessous de 100,5 m NGF est en eau, sur une hauteur d'environ 20-25 cm. Constat : La côte minimale du carreau de la carrière n'est pas respectée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 Jours


N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.6.2 et 1.6.5
Thème(s) : Situation administrative - Montant et actualisation des garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.6.2 - Montant des garanties financières</p> <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les Installations Classées.</p> <p>L'exploitation est menée en 4 périodes quinquennales.</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (TVA incluse): de 2023 à 2028, montant de référence: 132261,58 € avec</p> <ul style="list-style-type: none">- S1 = 0,32 (C1 = 15555 € / ha);- S2 = 2,74 (C2 = 34070 € / ha);- S3 = 1,81 (C3 = 17775 € / ha). <p>L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur à février 2018, soit 107,4 (paru au J.O. le 16 mai 2018).</p> <p>Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.</p> <p>1.6.5 - Actualisation des garanties financières</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, et en atteste auprès du préfet, dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 en base 2010;- sur une période au plus égale à 5 ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 en base 2010, et dans les 6 mois qui suivent ces variations. <p>L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement réalisé en novembre 2023, pour un montant de 132 261,58 €.</p> <p>Le montant est celui prévu dans son arrêté préfectoral mais n'a pas été mis à jour en tenant compte de l'évolution de l'indice TP01. Il est précisé que l'indice TP01 a une augmentation supérieure à 15% depuis le calcul du montant de référence.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitation de la carrière n'étant pas rentrée dans la phase année 6, le montant des garanties financières n'est pas adapté à l'avancement de l'exploitation.</p> <p>Le montant des garanties financières n'a pas été actualisé.</p> <p>Constat : Le montant de la garantie financière cautionné n'a pas été actualisé et l'exploitant devra justifier son calcul.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 Jours


N° 9 : Equipements non utilisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.7.3
Thème(s) : Risques accidentels - équipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réalisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : L'exploitant a investi dans un crible mécanique après l'autorisation d'extension de la carrière. L'ancien crible gravitaire, qui n'est plus utilisé, n'a pas été retiré du site. L'exploitant précise qu'il est obligé de finir le remblaiement de la zone concernée pour pouvoir l'évacuer. Il est actuellement inaccessible avec un engin compatible avec son retrait. Constat : L'exploitant n'a pas évacué les équipements abandonnés dans les installations. Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 150 Jours

N° 10 : Affichage zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels - Affichage à proximité des zones dangereuses
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de 2 m ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Historique : NC 7 de niveau 2 de la VI du 22/04/2021 : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Sur le plan sont représentés les merlons tout au long de la zone prévue en exploitation en phase 1. Sur site, il est constaté que ces merlons sont présents le long de la zone au sud du site, doublés d'une clôture à 10 m derrière les merlons. L'inspection constate qu'un des barbelés posés a été vandalisé et coupé. Au niveau de la zone exploitée à l'est, le long de la servitude du gazoduc, un merlon de 2 m minimum de haut est également présent. Au nord de la zone exploitée, un panneau présentant le risque de chute a été posé. La zone n'a pas été clôturée : l'exploitant explique à l'inspection que cette zone jouxte une partie déjà exploitée lors de l'autorisation précédente, et non remblayée. Il est constaté sur site que l'exploitation actuelle vient se poser à la limite d'une ancienne zone exploitée. Des panneaux complémentaires sont à mettre en place pour informer et délimiter les zones dangereuses, la clôture vandalisée devra être complétée. Constat : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation n'est pas interdit ou signalé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 Jours


N° 11 : Mesures de bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques - périodicité des mesures
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral puis périodiquement , au minimum tous les 3 ans, et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé à l'arrêté préfectoral, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur pourra demander.
Constats : Historique : D3 de la VI du 22/04/2021 : Il a été rappelé à l'exploitant qu'une mesure de la situation acoustique est à réaliser sous 6 mois à compter de la notification du nouvel arrêté. L'exploitant doit en informer l'inspection des installations classées et lui transmettre les résultats. L'exploitant a fourni à l'inspection le rapport acoustique Prévenchem, mais pas le rapport de la situation acoustique concernant l'environnement et le voisinage. L'exploitant n'a pas fait réaliser les mesures de la situation acoustique. Une mesure de bruits est à faire réaliser au démarrage de l'activité et tous les 3 ans. Il n'y a pas d'habitation à proximité du site. Constat : L'exploitant n'a pas fait réaliser les mesures de bruits pour son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 Jours

N° 12 : Déchets d'extraction


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques - Quantités et suivi
Prescription contrôlée : Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière proviennent du décapage des terrains. La quantité de stockage maximale de déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière est limitée à 17580 T. La zone prévue pour le stockage des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est la suivante : terre végétale sous forme de merlons périphériques. [...] Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. [...]
Constats : D'après le plan d'exploitation transmis par l'exploitant, des merlons périphériques de terre sont situés à l'est et au sud du site, et en cours de réalisation au sud-ouest. Le plan transmis ne présente pas la localisation des zones de stockage temporaire des matériaux d'extraction stockés. Les quantités stockées ne sont pas indiquées sur le plan. Aucun plan spécifique n'a été réalisé pour justifier de la gestion des déchets d'extraction. L'absence d'informations claires sur le plan d'exploitation, et l'absence de mesures des merlons concernés ne permet pas de justifier que les quantités de déchets d'extraction stockées sont inférieures à la limite de 17580 T. Constat : L'exploitant devra justifier de la quantité maximale de déchets d'extraction et transmettre un plan de la localisation des stocks de déchets d'extraction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 Jours

N° 13 : Gestion des déchets d'extraction


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques - Plan de gestion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation;- la description de l'exploitation généralisant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction;- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines et carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas rédigé de plan de gestion des déchets d'extraction. L'exploitant indique ne pas avoir de déchets d'extraction hormis les terres de découvertes stockées dans les merlons périphériques aux zones exploitées. L'extraction du falun n'engendre pas de déchets, l'ensemble des matériaux extraits sont utilisés et commercialisés. Le plan de gestion des déchets de la carrière comprend la gestion des terres de découverte, réutilisées pour finaliser le remblai de chaque zone. L'exploitant devra rédiger un plan de gestion des déchets liés à l'exploitation de la carrière comprenant les informations nécessaires au suivi de la gestion des déchets du site.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets d'exploitation de la carrière. Ce plan doit être transmis au Préfet et actualisé tous les 5 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 Jours


N° 14 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Le site est autorisé pour : - rubrique 2510-1 : exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6 : production maximale autorisée : 100 000 T/an, production moyenne : 55000 T/a,
Constats : Historique : D2 de la VI du 22/04/2021 : L'exploitant devra justifier au service de l'inspection des installations classées que la surface de l'aire de stockage de ces déchets de matériaux ne dépasse pas le seuil de classement de l'activité de transit de matériaux inertes (rubrique 2517 : station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10000m ² = E, comprise entre 5000 et 10000m ² =D). L'exploitant indique à l'inspection les 2 zones prévues pour le stockage d'inertes en transit : - l'une des zones, organisée en casiers, sert au stockage de matériaux inertes en provenance d'autres carrières, pour la revente aux particuliers et professionnels locaux. - l'autre zone est une zone de déchets inertes, non utilisés pour le remblai de la carrière : ces déchets sont concassés par campagne, puis revendus aux particuliers et professionnels locaux. La première zone représente une surface mesurée le jour de l'inspection d'environ 350 m ² (35 m de long x 10 m de profondeur, répartie en 3 casiers). La zone de stockage de déchets inertes en attente de concassage représente une surface mesurée de 750 m ² (30 m x 35 m). La demande D2 de la VI du 22/04/2021 est levée. La zone de matériaux est indiquée sur le plan d'exploitation, représentée en dehors du périmètre de la carrière sur le plan, et non mesurée. La zone de déchets inertes n'est pas dessinée sur le plan d'exploitation. Elle devra être définie sur le plan et sa surface indiquée. Sur site, la zone devra être clairement matérialisée pour justifier du non dépassement du seuil de classement de l'activité. Constat : L'exploitant n'a pas matérialisé sur le site la zone d'accueil des déchets inertes en attente de concassage et n'a pas fait apparaître cette zone et ses mesures sur son plan d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 Jours

N° 15 : Remblayage: suivi


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Suivi du remblayage du site
Prescription contrôlée : La remise en état du site consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour retour à la cote de 103m NGF. Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée sera réalisée à 30°. Une couche de terre végétale de 30cm minimum, épierrée des plus gros blocs, recouvrira au final l'ensemble du site. Toutes les terres végétales présentes initialement sur le site seront utilisées pour la remise en état. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte-tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. [...]
Constats : Historique : NC 2 de niveau 2 de la VI du 22/04/2021 (NC reconduite de la VI du 16/11/2018) : L'exploitant ne tient pas à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission des déchets. Le plan d'exploitation localise les zones remblayées, les zones de remblais en cours et indique sur ces zones, quelques points de niveaux altimétriques. Les terres végétales stockées sont stockées dans les merlons périphériques, identifiés sur le plan. La non-conformité n°2 de la visite d'inspection du 22/04/2021 est levée. Les éléments indiqués sur le plan ne permettent pas de vérifier la pente de 30° prévue pour la remise en état au niveau des abords de la cuvette. L'exploitant fera compléter le plan pour justifier de la pente des abords de la cuvette. Constat : Le plan fourni est incomplet concernant les éléments de suivi du remblayage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 Jours

N° 16 : Remblayage / déchets entrants


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Qualité des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière:</p> <ul style="list-style-type: none">- 17 01 01: les bétons: uniquement déchets de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés;- 17 01 02: les briques uniquement déchets de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés;- 17 01 03: les tuiles et céramiques: uniquement déchets de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés;- 17 01 07: mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses;- 17 05 04: les terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés;- 20 02 02: les terres et pierres provenant uniquement des jardins et parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe; <p>Les déchets suivants sont interdits et font l'objet d'une procédure de refus systématique à l'entrée de la carrière:</p> <ul style="list-style-type: none">- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%;- les déchets dont la température est supérieure à 60°C;- les déchets non pelletables;- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent;- les déchets d'amiante liée et les matériaux en contenant;- les déchets présentant au moins une propriété de danger, ou radioactifs;- les ballasts des voies ferrées. <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission énoncés ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'il contrôle visuellement l'ensemble des déchets entrants et qu'il refuse les déchets non autorisés, et qu'il retire les éventuels indésirables. Une benne de déchets métalliques et une benne pour les déchets autres sont présentes sur le site, à proximité de la zone de dépôt des déchets inertes accueillis.</p> <p>L'exploitant rédige des bons d'accueil des déchets entrants. L'inspection a contrôlé les bons réalisés à la réception de chaque chargement sur le site pour l'année 2024. Ni le type ou la qualité des déchets reçus, ni le code déchets n'y sont précisés. Aucun registre de suivi n'est établi par l'exploitant pour le suivi des réceptions de déchets. L'exploitant fait une déclaration GEREP, qui ne comprend pas les éléments concernant les tonnages de déchets inertes réceptionnés sur le site. L'exploitant devra justifier qu'il n'accueille que des déchets autorisés sur sa carrière.</p> <p>Constat : L'exploitant ne présente pas de justificatifs permettant de confirmer qu'il n'accueille que des déchets autorisés sur sa carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 Jours


N° 17 : remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Historique : NC 3 de niveau 2 de la VI du 22/04/2021 (NC reconduire de la VI du 16/11/2018) : Absence d'un registre des déchets tenu à jour.</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour de registre des déchets et les modalités d'admission des matériaux extérieurs ne sont pas appliquées. L'exploitation suit les entrées de déchets inertes sur son site en réalisant des bons d'entrées, comprenant les indications suivantes : nom du producteur, origine géographique des déchets, véhicule et immatriculation du transporteur, le volume estimé des déchets déposés. Les bons de suivi ne comprennent pas les éléments sur la qualité des déchets accueillis (caractéristiques et code déchets).</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour de registre des déchets entrants.</p> <p>La NC 3 de la VI du 22/04/2021 est reconduite.</p> <p>Constat : La traçabilité sur la qualité des déchets entrants n'est pas assurée par l'exploitant.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 60 Jours


N° 18 : acceptation préalable des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2.2
Thème(s) : Situation administrative - procédure d'acceptation préalable des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant de la carrière met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation, à minima:</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets, et le cas échéant, son numéro de SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires, et le cas échéant, leur numéro de SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs, et le cas échéant, leur numéro de SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code déchets (en réf. À l'annexe de la décision n°2000/532/CE du 03/05/2000)- la quantité de déchets concernée en tonnes ;- le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets;- le cas échéant, la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. <p>L'exploitant s'assure que les déchets sont conformes à l'article 2.4.3.2.1 du présent arrêté et qu'ils font l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p>Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis sur l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Historique : NC 4 de niveau 2 de la VI du 22/04/2021 (NC reconduite de la VI du 16/11/2018) : Aucune procédure d'admission des déchets extérieurs à l'exploitation n'a été mise en place par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'admission des déchets entrants sur le site. Il explique que ses clients réguliers lui précisent oralement l'origine des déchets avant les dépôts, mais aucun écrit ne formalise ces éléments.</p> <p>La NC 4 de la VI du 22/04/2021 est reconduite.</p> <p>Constat : Aucune procédure d'admission des déchets extérieurs à l'exploitation n'a été mise en place par l'exploitant.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 60 Jours

N° 19 : déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.2
Thème(s) : Situation administrative - déclarations déchets GERP
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, notamment les points 1 à 9 de son annexe III relatifs aux exploitations de carrières et les autres points le cas échéant.
Constats : Historique : NC 5 de niveau 2 de la VI du 22/04/2021 : Aucune déclaration annuelle n'a été effectuée par l'exploitant, pour les années 2019 et 2020. L'exploitant a fait des déclarations GERP comprenant les tonnages sortants de faluns de son site pour les années 2021 et 2022. L'exploitant indique dans sa déclaration 2022 que sa production maximale autorisée est de 100 000 T / an, alors que son arrêté d'autorisation indique un tonnage annuel maximal de 55 000 T / an. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas déclaré les tonnages de déchets accueillis et stockés sur son site dans le cadre du remblai de sa carrière. L'exploitant devra corriger et mettre en cohérence les éléments de sa déclaration 2022 et compléter les éléments manquants. Les prochaines déclarations devront être réalisées correctement et complètement. Constat : La déclaration GERP 2022 est incomplète et devra être mise en cohérence par rapport à l'arrêté d'autorisation du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 Jours

N° 20 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques - réseau de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué d'au minimum 3 piézomètre: 1 en amont et 2 en aval hydraulique du site.</p> <p>La localisation de ces ouvrages figure sur le plan en annexe 5 au présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, les ouvrages à créer ne devront pas être implantés à moins de 35m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...)</p> <p>Des mesures particulières devront être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou de carburant vers le milieu naturel.</p> <p>Après le chantier, une surface de 5m x 5m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un réseau de 5 piézomètres est recensé sur le plan d'exploitation transmis par l'exploitant. Les emplacements des piézomètres 1, 2 et 3 correspondent aux emplacements prévus sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral. 2 autres piézomètres sont indiqués sur le plan: l'un à proximité du Pz 2, et l'autre dans la carrière, sur la zone en cours de remblai à l'est de la phase 1 d'exploitation. Sur les 2 piézomètres vus sur site (Pz 1 et Pz2) , un espace végétalisé d'une surface supérieure à 5 m x 5 m est laissé sans exploitation.</p> <p>Constat : Pas d'écart constaté.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 21 : autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.5

Thème(s) : Risques chroniques - fréquence et modalités

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants, dont la fréquence est semestrielle :

- niveau piézométrique ;
 - température ;
 - pH (NF T 90008) ;
 - conductivité ;
 - Matières en suspension totale (MEST) : NF EN 872 ;
 - Demande chimique en oxygène (DCO) : NF T 90101 ou ISO 15705 (si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
- Hydrocarbures (HCT) : NF EN ISO 9377-2 + XP T 90124 ou NF M 07-203.

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

La piézométrie du secteur est surveillée en tous points du réseau de surveillance de manière semestrielle.

Pour chaque puit, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis des rapports d'analyses 2023 du Pz 3, datant du 18/04/2023 et du 25/10/2023. Ces rapports présentent les résultats suivants :

- niveau piézométrique: 12,65 et 12,99;
- température lors du prélèvement : non indiquée ;
- pH (NF EN ISO 10523) : 7,4 et 7,3 ;
- conductivité (à 25°C): 440 µS/cm et 490 µS/cm ;
- MEST (NF EN 872): < 2 mg / l pour les 2 analyses ;
- Demande chimique en oxygène (DCO) : NF T 90101 ou ISO 15705 (si la concentration est inférieure à 30 mg/l) : non mesurée.
- Hydrocarbures (NF EN ISO 9377-2) : < 0,1 mg / l pour les 2 analyses ;
- DBO5: 0,9 mg/L et 0,8 mg /L .

Les analyses d'eau transmises sont incomplètes et ne présentent pas l'ensemble des points à surveiller. L'exploitant n'a pas les résultats des prélèvements et analyses réalisés sur les Pz 1 et 2, ni sur les piézomètres complémentaires qu'il a fait poser. Il indique avoir fait faire les analyses et transmettra les éléments à l'inspection.

Pour rappel, la fréquence des contrôles est semestrielle pour les 5 piézomètres.

Constat : Les analyses d'eau transmises sont incomplètes et ne présentent pas l'ensemble des points à surveiller.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 60 Jours